NATO
OTAN

N° 71
édition 3
2005

Science, Société, Sécurité

info

Comité scientifique

Comité sur les défis de la société moderne

OTAN
www.otan.nato.int/science
www.otan.nato.int/ccms

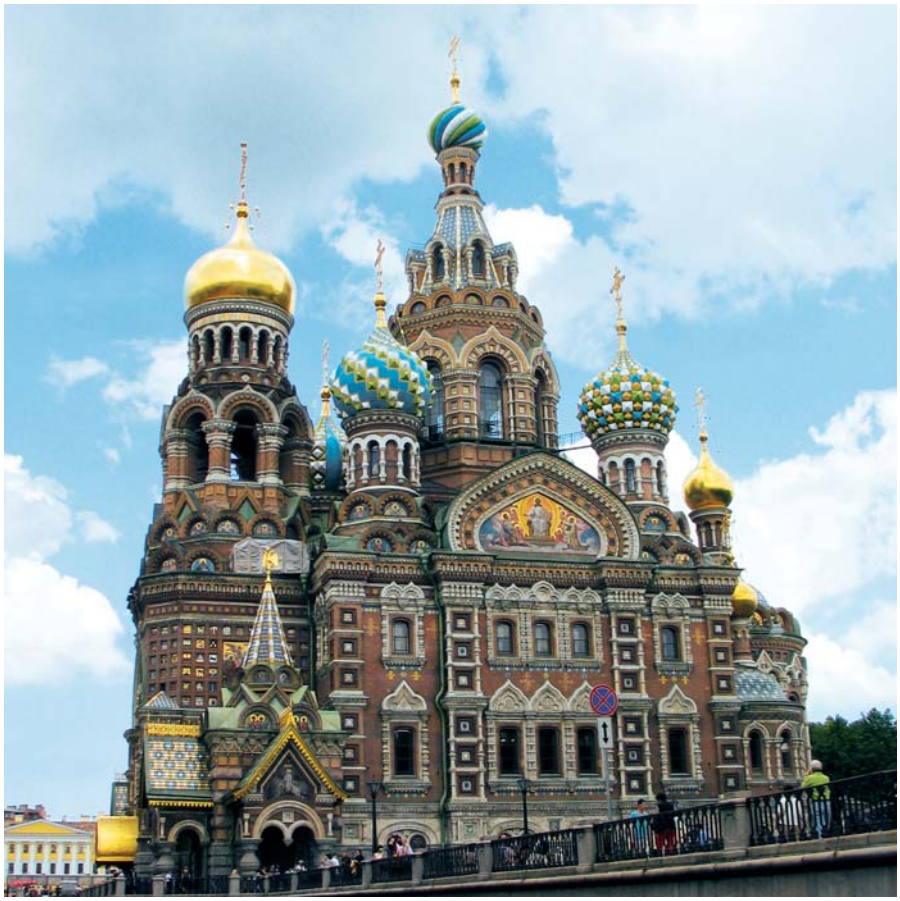
Coopération en matière de lutte contre le terrorisme, d'environnement et de réseaux informatiques - De l'Espagne à l'Azerbaïdjan en passant par l'Ukraine

Au cours de l'été, toute une série d'activités ont eu lieu au titre du programme OTAN pour la sécurité via la science, à commencer par une réunion de haut niveau du Comité scientifique du Conseil OTAN-Russie (COR) à Saint-Pétersbourg (Russie), les 13 et 14 juin 2005. Cet été a également vu le lancement en Azerbaïdjan d'un nouveau projet «La science au service de la paix» portant sur la protection des ressources en eau potable contre des pollutions accidentelles ou à caractère terroriste grâce à la mise en place d'un système d'alerte rapide. Ce projet constitue un nouvel exemple de l'efficacité de la réorientation du programme dans l'optique d'une meilleure adaptation aux priorités de l'OTAN, notamment la lutte contre le terrorisme. Cette question était d'ailleurs au cœur d'un atelier tenu à Madrid, les participants ayant examiné les stratégies de coopération possibles entre l'Europe et l'Afrique du Nord dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. S'agissant de la coopération avec d'autres organisations internationales, le programme OTAN pour la sécurité via la science a uni ses forces à celles de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin d'aider les pays partenaires à se débarrasser de leurs stocks de Melanj, un propergol auparavant utilisé par les pays du Pacte de Varsovie qui présente un risque pour l'environnement. Une subvention à la constitution d'une infrastructure de réseaux offerte par l'OTAN permet d'assurer une connexion internet à haut débit au profit des établissements de recherche et d'enseignement en Ukraine. La valeur du soutien apporté par l'OTAN à cette initiative a été soulignée par le Ministre ukrainien de l'éducation et de la science lors de la réunion annuelle du Groupe de travail OTAN-Ukraine sur la coopération scientifique et environnementale qui s'est tenue récemment à Kiev (Ukraine). Le programme OTAN pour la sécurité via la science a également parrainé une autre initiative qui s'est déroulée en Ukraine. Il s'agissait d'un cours d'été proposant des exposés et des formations sur les techniques de décontamination biologique des sites pollués par des agents chimiques et radionucléaires.

© DOE/NREL W. Gretz

Le Comité scientifique de l'OTAN en Russie

Le Comité scientifique du Conseil OTAN-Russie (COR) s'est réuni à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) les 13 et 14 juin 2005. Le 13 juin, il s'est rendu à l'Institut du radium Khlopine, où il a assisté à des exposés et à des démonstrations concernant les techniques de détection des explosifs. Le 14 juin, il a fait le point sur les activités en coopération menées dans le cadre du programme OTAN pour la sécurité via la science.



Le Comité scientifique du COR s'est vu souhaiter la bienvenue par M. l'Ambassadeur Alexandre Alexeïev, du Ministère des affaires étrangères, et par le représentant de la Fédération de Russie, le Pr. Dmitri V. Livanov. Après les observations liminaires, la Division Diplomatie publique a présenté un aperçu des activités menées dans d'autres organes du COR et des travaux du Comité sur les défis de la société moderne (CDSM) du COR, notamment un projet en cours sur le thème de l'éco-terrorisme. Comme le Comité scientifique du COR et le CDSM du COR travaillent dans des domaines très proches et complémentaires, il a été convenu de maintenir des liens étroits entre les deux comités.

Les représentants ont fait le point sur les activités figurant dans le plan d'action du Comité scientifique du COR pour 2005-2006 dans les domaines prioritaires en rapport avec la sécurité : détection des explosifs, conséquences psychologiques et sociologiques du terrorisme, prévision et prévention des catastrophes, protection CBRN, cybersécurité et sécurité des transports. Au total, 23 activités ascendantes ont jusqu'ici été incluses dans le programme de travail, essentiellement dans le domaine de la prévision et de la prévention des catastrophes (14 activités) et de la protection CBRN (8 activités). Le Comité a également examiné les résultats des réunions d'experts qui ont eu lieu à Moscou en avril 2005, avec la participation d'experts des pays de l'OTAN et de la Russie. Ces réunions ont débouché sur sept propositions d'atelier dans les domaines de la protection CBRN et de la cybersécurité. Ces propositions seront soumises aux commissions consultatives pour examen et recommandation. Le Comité a accepté de mener plus avant le processus des réunions d'experts, particulièrement important pour l'élaboration de propositions d'atelier. Il a également été convenu que toutes les activités descendantes seraient soumises au Comité scientifique du COR pour approbation suivant une procédure d'accord tacite.

M. Igor Kirillov, de la Fédération de Russie, a présenté les résultats d'un projet intitulé «Analyse des risques de collision d'aéronefs avec des bâtiments de grande hauteur», et dirigé par la Russie et les Pays-Bas. La possibilité d'organiser un atelier visant à développer la coopération dans ce domaine dans le cadre du plan d'action du Comité scientifique du COR a été examinée.

Le Comité scientifique du COR a également noté que des experts russes avaient été affectés aux quatre commissions consultatives (un expert par commission) du programme OTAN pour la sécurité via la science. Le Comité a également décidé

que ses membres œuvreraient au plan national afin d'encourager l'élaboration de propositions de qualité en vue d'activités concrètes. La prochaine réunion du Comité scientifique du COR aura lieu au siège de l'OTAN le 20 octobre 2005.

Après la réunion du Comité scientifique du COR, les membres du Comité scientifique ont examiné des questions concernant le programme OTAN pour la sécurité via la science. La Diplomatie publique a fait le point sur l'organisation du premier Forum science et sécurité, qui se tiendra le 18 octobre 2005 au siège de l'OTAN. Les objectifs de cette activité exploratoire consistent à obtenir des contributions des pays de l'OTAN sur les priorités en matière de sécurité, à identifier des thèmes de coopération avec les pays partenaires et à faire en sorte que les activités menées dans le cadre de «La sécurité via la science» ne puissent être détournées à des fins terroristes.

Parmi les autres points à l'ordre du jour figuraient les résultats des réunions tenues par les commissions consultatives au printemps 2005 et l'état d'avancement des activités descendantes en cours, comme le projet «Route de la soie virtuelle» et les ateliers en coopération avec la Conférence des Directeurs nationaux des armements (CDNA).

Questions intéressant également le Comité scientifique : les liens entre le programme OTAN pour la sécurité via la science et d'autres organismes OTAN et non OTAN, y compris l'Union européenne (UE), l'Association Internationale pour la promotion de la coopération avec les scientifiques des Nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique (INTAS) et la Fondation européenne de la science (ESF). Il est à noter également qu'un élargissement de l'initiative «Environnement et sécurité» (ENVSEC) au Bélarus, à la Moldova et à l'Ukraine est envisagé par les organismes participants. L'initiative ENVSEC, à laquelle prennent part l'OTAN, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), offre une assistance aux pays du Caucase du Sud et de l'Europe du Sud-Est par le biais de projets portant sur des questions environnementales susceptibles de menacer la sécurité régionale.

L'OTAN a également entamé des discussions avec l'ESF et l'INTAS concernant la tenue d'une série d'activités axées sur la dynamique humaine et sociale. Les participants à cette initiative conjointe dénommée SAFE *(Security: Advancing a Framework for Enquiry)*, qui vise à promouvoir un cadre de recherche pour la sécurité, tenteront de déterminer comment les sciences humaines et sociales peuvent contribuer à la recherche en matière de sécurité.

Le Comité scientifique a poursuivi le débat sur sa restructuration future avec le CDSM. Les premières réactions aux résultats de la réunion du Groupe de travail conjoint sur la restructuration du Comité scientifique et du CDSM qui s'est tenue le 23 mai 2005 ont été positives, mais il a été convenu qu'il faudrait davantage de temps pour affiner les détails. Le Comité scientifique fera le point sur ces questions à sa prochaine réunion, les 19 et 20 octobre 2005.

Coopération OTAN-OSCE
pour la destruction sans risque d'un propergol

L'élaboration d'une solution globale, rentable et respectueuse de l'environnement au problème posé par le Melanj, tel était l'objectif d'un atelier organisé conjointement par l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui s'est tenu à Kiev (Ukraine) du 6 au 8 juillet 2005.

Conteneurs de MELANJ

Le Melanj, carburant à propergol autrefois utilisé par les pays du Pacte de Varsovie, est un produit corrosif et hautement toxique. Comme les conteneurs dans lesquels se trouve le Melanj s'abîment et que nombre d'entre eux sont dans un état tel que les risques de fuite sont très élevés, ils constituent une menace sérieuse pour l'environnement et la santé publique.

Lors de la séance d'ouverture de l'atelier conjoint OTAN-OSCE, M. Volodymyr Terechtchenko, Vice-ministre de la défense de l'Ukraine, a souhaité la bienvenue aux participants et déclaré que l'élimination du Melanj était une priorité pour l'Ukraine. Par ailleurs, ce produit pose également de sérieux problèmes à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Tadjikistan et à l'Ouzbékistan.

L'atelier a offert aux participants des pays concernés et aux experts internationaux l'occasion de faire le point sur les enseignements tirés de précédents projets d'élimination du Melanj et d'échanger des vues dans la perspective de nouveaux projets. Les participants ont noté que l'OTAN et l'OSCE avaient acquis une expérience considérable s'agissant de la réalisation de projets de conversion du Melanj. En 2002, par exemple, un projet de l'OSCE mené en Géorgie a permis la transformation en fertilisant d'environ 450 tonnes de Melanj. La même année, l'OTAN et la NAMSA (Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement) ont procédé à la destruction par incinération de 350 tonnes de Melanj en Moldova.

De gauche à droite : S.E. Primo Seligo, Ambassadeur de la Slovénie en Ukraine ; Chris De Wispelaere, Chef de la Section Programmes de collaboration de la Division Diplomatie publique de l'OTAN ; Volodymyr Tereschenko, Vice-ministre ukrainien de la défense ; Anton Martynyuk, OSCE ; Col. Volodymyr Popovych, Chef du Service Munitions et élimination du propergol du Ministère ukrainien de la défense.

Les participants se sont également attachés à déterminer les meilleures options sur le plan de la méthode et des techniques d'élimination du Melanj, et ils ont examiné les aspects juridiques et les questions relatives à la gestion de la mise en œuvre des projets de conversion du Melanj.

Lors de l'atelier, l'initiative «Sécurité et environnement» (ENVSEC), partenariat entre l'OSCE, l'OTAN, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) axé sur les risques en matière de sécurité environnementale, a été présentée et saluée comme un modèle de coopération entre organisations, susceptible d'être appliqué à la problématique de la transformation du Melanj.

Fumées se dégageant d'un conteneur de MELANJ.

Éditorial

La diplomatie publique est maintenant clairement désignée comme une priorité stratégique de l'Alliance, et est vraisemblablement appelée à le rester. En effet, sans un niveau approprié de diplomatie publique pour en renforcer la visibilité et en communiquer la portée au public, toute action ou décision de l'OTAN, aussi fructueuse ou importante soit-elle, verra son impact considérablement diminué.

La coopération dans les domaines de la science et de l'environnement est un moyen formidable de tisser des liens avec la société civile, et l'excellente réputation dont elle jouit dans les milieux universitaires, en particulier dans les pays partenaires, en fait un outil remarquable pour la Diplomatie publique. Mais il nous faut œuvrer davantage pour faire valoir les résultats que nous obtenons et le rôle que nous avons à jouer dans la nouvelle OTAN.

La transformation est plus que jamais un maître mot pour une Alliance qui, depuis sa création, ne cesse de se réinventer, en mettant sur pied de nouvelles politiques, de nouveaux partenariats, de nouvelles capacités et de nouveaux outils.

Le programme scientifique s'inscrit lui-même pleinement dans cette évolution avec son dernier avatar qu'est le programme pour la sécurité via la science. Une transformation supplémentaire devrait intervenir dans les mois qui viennent, en vue de créer une structure se prêtant à la conduite en coopération de projets concrets de partenariat dans le domaine des sciences et technologies appliquées. Une structure nouvelle et simplifiée viendrait ainsi remplacer les deux comités existants, à savoir le Comité scientifique et le Comité sur les défis de la société moderne (CDSM). Une telle évolution serait conforme à la politique actuelle de l'OTAN, qui vise à réduire le nombre des comités dans le cadre de la réforme de l'Organisation.

Pour plus d'informations, rendez-vous dans les prochains numéros.

Protéger l'eau potable de la pollution et de l'écoterrorisme en Azerbaïdjan

Ce projet «La science au service de la paix» (SfP), lancé en mars 2005, a pour objectif de mettre en place un système d'alerte rapide visant à protéger les ressources en eau potable de l'Azerbaïdjan contre des pollutions accidentelles ou à caractère terroriste. Si un incident devait survenir, ce système permettrait aux autorités compétentes de prendre rapidement les mesures nécessaires pour atténuer les effets de la présence de polluants dans l'eau.

Le Canal Samour-Apchéron, source d'eau potable, traversé par des pipelines transportant pétrole, gaz et eau.

Ce projet, d'une durée prévue de trois ans, est dirigé par le professeur Abilov Fazil, de l'entreprise de recherche et conception Watercanal, filiale de la compagnie nationale des eaux azerbaïdjanaise Azersu située à Bakou (Azerbaïdjan), et par M. Péter Literáthy, de EdiCon Ltd à Budapest (Hongrie).

L'approvisionnement en eau douce est une question qui préoccupe l'Azerbaïdjan. Les principales sources d'eau potable pour la population sont la rivière Samour et le canal Samour-Apchéron, qui alimentent en eau le réservoir artificiel de Djeyranbatan. Ces ressources en eau sont vulnérables à une contamination par des polluants chimiques, qui pourraient y être déversés à la suite d'un accident, d'un acte de sabotage ou d'un acte de terrorisme et viendraient perturber le fonctionnement de l'écosystème. Les oléoducs présents dans la région et la gare dépôt de Sumqayit, depuis laquelle des produits chimiques sont transportés dans divers pays, sont autant de sources potentielles de pollution. En 1991, par exemple, des dégâts délibérément infligés à l'un de ces oléoducs se sont soldés par une fuite de pétrole, pétrole qui s'est répandu dans le canal Samour Apchéron, rendant l'eau inutilisable pendant deux semaines.

Si la présence de produits toxiques dans l'eau potable n'est pas détectée rapidement, la qualité de l'eau peut se dégrader et représenter un risque direct pour la santé publique. C'est pourquoi la détection et l'alerte précoces en cas de pollution sont d'une importance cruciale. C'est là qu'entrent en jeu le système d'alerte rapide et de surveillance ainsi que les procédures d'intervention d'urgence proposés.

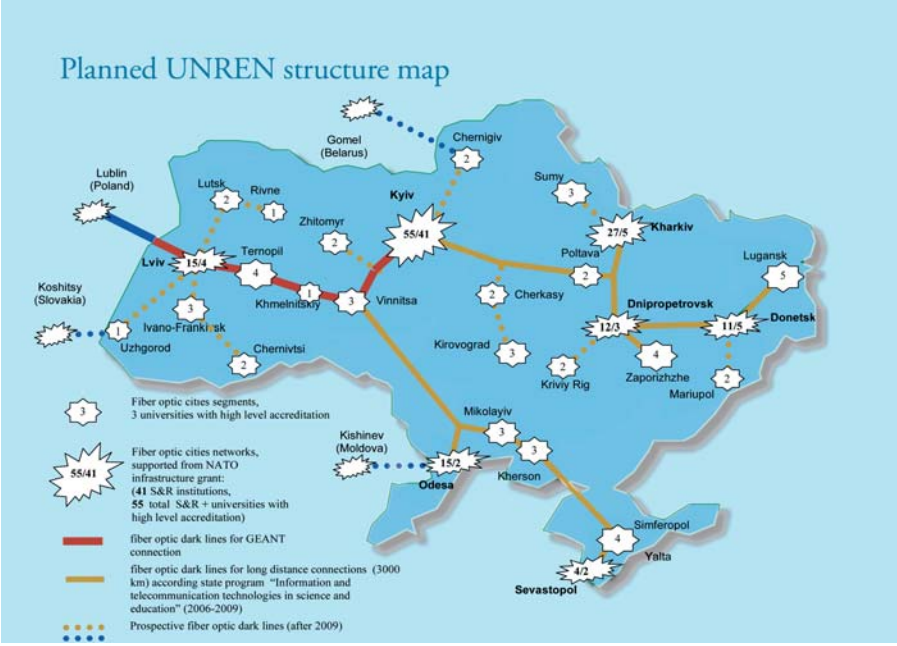
Le projet permettra une évaluation des risques de déversement chimique accidentel ou de pollution délibérée dans les eaux de la rivière Samour, du canal Samour-Apchéron et du réservoir de Djeyranbatan. Les scientifiques qui y participeront seront chargés de concevoir et de mettre sur pied un système de surveillance de la qualité des eaux, composé de stations de surveillance automatique installées le long des cours d'eau précités, ainsi que de dispositifs de télécommunications appropriés. Les stations transmettront ainsi un signal d'alarme au Centre d'alerte rapide, qui procédera à une évaluation de la situation et déterminera les mesures à prendre.

De plus, des plans de circonstance destinés à faire face à toute situation d'urgence seront établis, et le personnel responsable, parmi lequel figureront de jeunes chercheurs, sera formé en conséquence. Une Unité d'urgence «Pollution» (PEU) sera également créée pour prendre part aux activités de réduction de la pollution. Celle-ci sera dotée d'un laboratoire mobile équipé des instruments voulus, dont des détecteurs portables permettant de mesurer la qualité de l'eau ainsi que des dispositifs de prélèvement automatique permettant de recueillir des échantillons d'eau. La PEU disposera également d'outils de base, tels que les barrages flottants gonflables visant à empêcher les polluants comme le pétrole de se répandre en surface, et les écrémeurs/adsorbants qui permettent d'extraire le pétrole de l'eau.

Le système qui débouchera de ce projet SfP aura pour utilisateur final la société AMIR Technical Services, située à Bakou, qui sera chargée d'exploiter les stations de surveillance automatique de la qualité de l'eau et le système d'alerte rapide, et de prendre les mesures nécessaires en cas d'urgence.

Aider l'Ukraine
à construire une infrastructure de réseaux

Fournir une connexion Internet à haut débit à des instituts de recherche et d'enseignement à travers toute l'Ukraine : tel est l'objectif de la subvention à la constitution d'une infrastructure de réseaux qui a été octroyée en novembre 2004 par le programme OTAN pour la sécurité via la science au profit d'un projet codirigé par M. Tor Bloch (Danemark) et le professeur Iouri Iakimenko de l'Institut polytechnique de Kiev (Ukraine). Ces subventions aident les instituts de recherche des pays partenaires à financer l'achat de matériel destiné à améliorer le niveau et la qualité de leurs systèmes de télécommunications, et permettent ainsi, grâce aux capacités de mise en réseau, de promouvoir la collaboration locale et internationale.



Ce projet s'inscrit dans la lignée de trois subventions précédemment accordées à l'Ukraine, en 1999, en 2001 et en 2003, pour un montant total de 422 000 euros. Grâce à cette nouvelle subvention, l'OTAN versera la somme de 400 000 euros sur une période de trois ans, principalement pour l'achat d'équipement réseau.

Le soutien de l'OTAN vient appuyer la mise en place du réseau national de recherche et d'enseignement ukrainien (UNREN, cofinancé par l'Ukraine) entre les centres de recherche et d'éducation de huit grandes zones urbaines : Dnipropetrovsk, Donetsk, Kharkiv, Kiev, Lvov, Odessa, Sébastopol et Simferopol. Ces centres seront reliés au réseau de base national exploité par UkrTelecom, la société qui fournit les lignes de transmission à haut débit pour la connexion à l'Internet.

Le projet permettra aux scientifiques ukrainiens de profiter plus facilement des possibilités qu'offre une connexion Internet à haut débit, puisqu'ils accéderont au web sans difficulté et pourront échanger avec leurs confrères, dans le pays et à l'étranger, des documents volumineux ainsi que des ensembles de données. De plus, les chercheurs auront la possibilité de s'inscrire à des programmes d'enseignement à distance et d'organiser des visioconférences.

Il est également important, pour les scientifiques ukrainiens, d'avoir accès à GÉANT, un projet de collaboration entre 26 réseaux de recherche et d'enseignement nationaux représentant 30 pays d'Europe. Cette année, le gouvernement ukrainien a investi 10 millions de grivnas (soit environ 2 millions de dollars des États-Unis) pour relier les institutions scientifiques de Lvov et de Kiev au projet GÉANT, par l'intermédiaire de la Pologne. Cette connexion internationale devrait être établie d'ici à la fin de l'année. L'accès à GÉANT représentera un pas important pour l'UNREN et contribuera à combler la «grande fracture numérique» entre l'Ukraine et l'Europe.

Le gouvernement ukrainien a également l'intention de mettre sur pied un programme national pour les années 2006-2009 consacré aux technologies de l'information et des télécommunications dans les domaines de la science et de l'éducation. Ce programme a pour but de développer encore l'infrastructure de réseaux de l'UNREN et d'améliorer les connexions entre les universités et les instituts de recherche (voir la carte de la future infrastructure UNREN). L'investissement nécessaire, pour les lignes et l'équipement de télécommunications uniquement, est estimé à environ 200 millions de grivnas (soit 40 millions de dollars).

Lors de sa rencontre à Kiev avec le Secrétaire général adjoint pour la Diplomatie publique, M. Jean Fournet, à l'occasion de la réunion annuelle du Groupe de travail OTAN-Ukraine sur la coopération scientifique et environnementale qui s'est tenue le 27 mai 2005, le Ministre ukrainien de l'éducation et de la science, M. Stanislas Nikolaïenko, a souligné l'importance majeure que revêt ce soutien de l'OTAN pour le développement de l'UNREN. Ce soutien renforce bien sûr les liens entre les scientifiques ukrainiens et la communauté scientifique nationale et internationale, mais il fait aussi la preuve de la vaste étendue des activités menées dans le cadre du programme OTAN pour la sécurité via la science.

Nouvelles du CDSM

© USDA

Séminaire sur la biodiversité

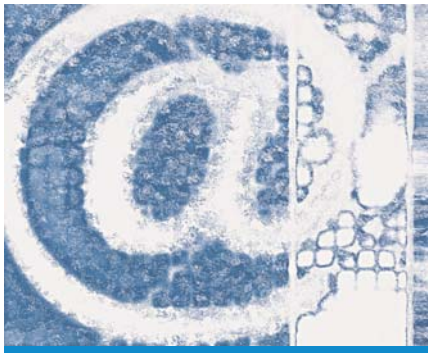
La biodiversité, et ses composantes que sont la diversité génétique, la diversité des espèces et la diversité des écosystèmes, constitue un atout précieux et nécessaire pour les générations présentes et futures. La question de la protection de la biodiversité et des ressources biologiques figure ainsi dans le plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) de l'Azerbaïdjan pour l'année 2005. À l'occasion de la «semaine de l'OTAN» qu'a organisée ce pays, un séminaire consacré à «La protection et l'utilisation des ressources biologiques pour un développement durable» s'est tenu à Bakou, les 6 et 7 juin 2005. Le séminaire était codirigé par l'Agence fédérale allemande pour la protection de la nature et par le Ministère de l'écologie et des ressources naturelles de l'Azerbaïdjan. M. Huseyngulu Baghirov, Ministre de l'écologie et des ressources naturelles, a prononcé une allocution lors de la séance d'ouverture.

Des experts de l'Estonie, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la République kirghize, de la Russie et de la Turquie ont participé aux débats, qui ont porté principalement sur la «Convention sur la diversité biologique». Cette Convention, signée et ratifiée par l'Azerbaïdjan en 2000, définit un cadre reconnu à l'échelle internationale pour la protection et l'utilisation durable de la biodiversité et énonce des critères en matière d'accès et de partage des avantages.

Projet de courte durée consacré à l'étude d'impact sur l'environnement à Krivolak

La première réunion préparatoire dans le cadre du projet de courte durée intitulé «Étude d'impact sur l'environnement et gestion du terrain d'entraînement militaire de Krivolak», a eu lieu les 23 et 24 juin 2005 dans l'ex-République yougoslave de Macédoine*. Ce projet a pour but de réduire l'impact sur l'environnement des activités militaires menées sur le terrain d'entraînement de Krivolak.

Cette réunion de deux jours était organisée par le Ministère national de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Les experts qui y ont participé se sont rendus sur le terrain d'entraînement pour se familiariser avec ses caractéristiques générales et son cadre, et ont examiné la voie à suivre pour la mise en œuvre de ce projet.



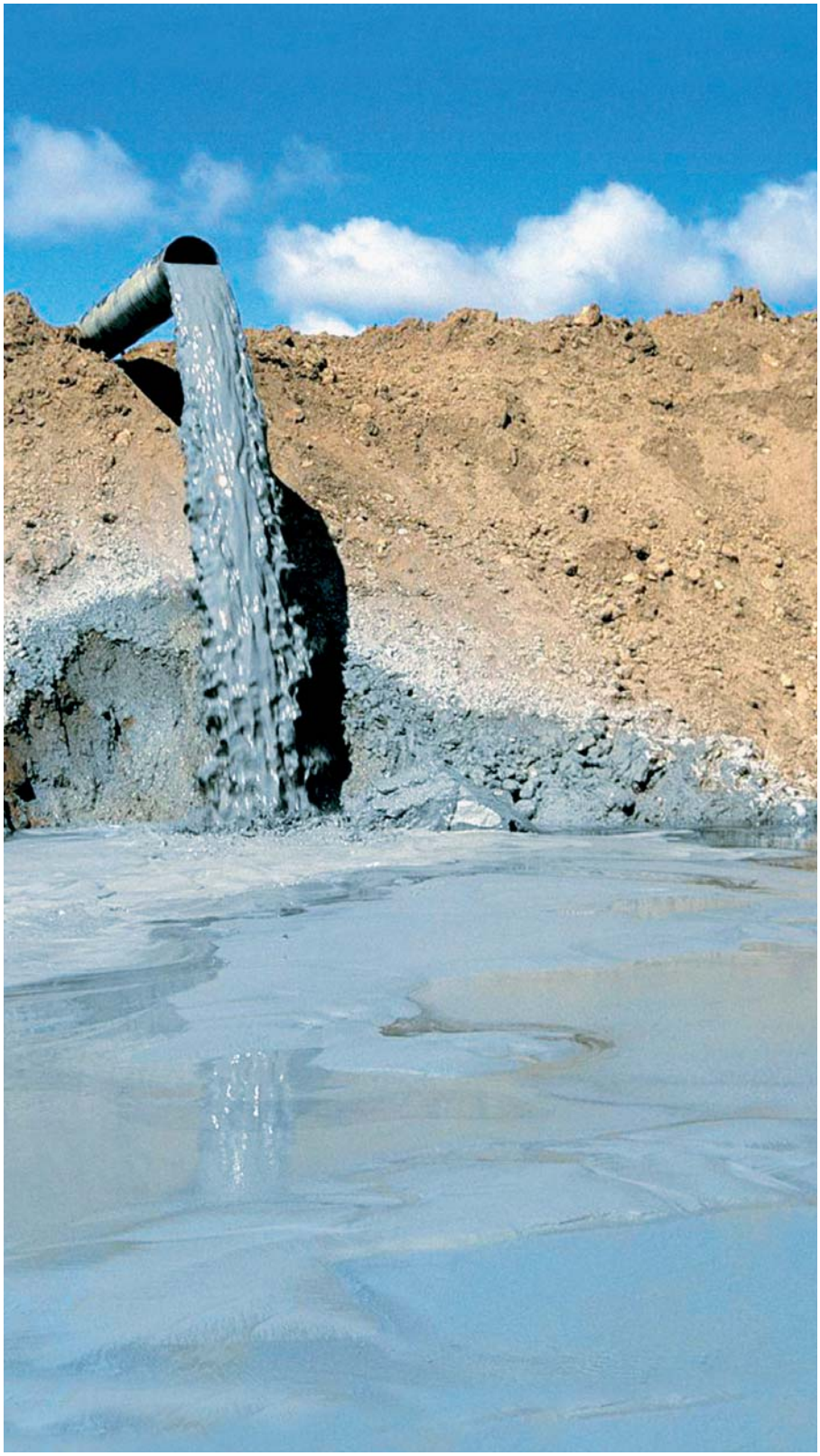
En savoir plus sur le CCMS : www.nato.int

Vos questions sur le CCMS : ccms@hq.nato.int

** La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*

Étude pilote sur les «Problèmes de prévention et de réduction de la pollution dans certains secteurs industriels»

La troisième réunion organisée dans le cadre de cette étude pilote a eu lieu à Ottawa, du 12 au 15 juin 2005. Ce projet est axé sur les technologies de prévention de déversement d'agents polluants dans le sol et les eaux souterraines, ainsi que sur les techniques de mesure et de réduction de la pollution pour un secteur industriel donné, chaque année différent. Cette réunion a vu la participation d'experts provenant de vingt pays, dont la Géorgie, la Pologne, la Russie et l'Ukraine, mais aussi de l'Australie et du Japon. La réunion de l'année prochaine sera intitulée «Réaménagement et dépollution de sites de faible étendue en milieu urbain». Il est prévu qu'elle se tienne à Athènes (Grèce) fin mai ou début juin 2006.

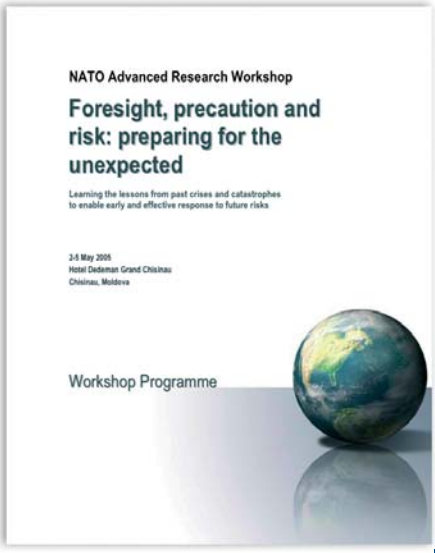


© American Geological Institute

Étude pilote sur les «Stratégies efficaces de réponse aux risques : une approche écologique»

Cette étude pilote porte sur la nécessité de détecter les risques avant qu'ils ne se concrétisent et sur les moyens de signaler ces risques de façon à permettre à ceux qui doivent intervenir de prendre les mesures nécessaires en temps voulu. Pour être efficace, la préparation face aux risques doit être en phase avec tous les aspects de la gestion des risques.

Une réunion s'est tenue dans le cadre de cette étude pilote à Chisinau (Moldova), en marge du séminaire de recherche avancée (ARW) organisé du 2 au 5 mai 2005 au titre du programme OTAN pour la sécurité via la science et intitulé «Anticipation, précaution et risque : se préparer à l'inattendu». Des participants du Canada, de la Géorgie, de la Hongrie, de la Moldova, de la Roumanie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Turquie étaient présents. La dernière réunion se tiendra à Londres du 10 au 12 novembre 2005.



Promouvoir la coopération

Europe-Afrique du Nord dans la lutte contre le terrorisme

Un séminaire de recherche avancée intitulé «Se protéger contre le terrorisme en Europe et en Afrique du Nord : stratégies de coopération régionale» s'est tenu du 24 au 26 juin 2005 à Madrid (Espagne). Le séminaire était codirigé par M. Frederic Volpi, de l'Université de Bristol (Royaume-Uni), et M. Abdnnour Benantar, du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) à Alger (Algérie).

Des officiers de l'OTAN et de la Jordanie travaillant à la planification détaillée de l'exercice en mer Rouge auquel ont participé leurs navires le 17 mars 2005, dans le cadre du Dialogue méditerranéen de l'OTAN.

L'objectif que s'étaient fixé les organisateurs était triple : examiner la problématique du radicalisme islamique en Europe occidentale et en Afrique du Nord ; évaluer la compatibilité des politiques de sécurité suivies dans les divers pays de ces régions ; promouvoir des relations étroites entre les universitaires des pays de l'OTAN et des pays du Dialogue méditerranéen.

Les participants au séminaire ont procédé à une analyse des politiques de sécurité mises en place après le 11 septembre en Algérie, en Espagne, au Maroc, en Tunisie, au Royaume-Uni ainsi que par l'Union européenne. Dans la première partie du séminaire, ils ont tenté de déterminer comment la menace que représente le radicalisme islamique est interprétée dans les divers pays concernés, comment ces interprétations influent sur la définition des politiques intérieures et extérieures face à l'extrémisme religieux. Dans la deuxième partie, les participants se sont attachés à déterminer les avantages et inconvénients des divers types d'initiatives nationales et régionales (tels que le partage des données du renseignement et les opérations conjointes), qui sont élaborées par les gouvernements nationaux et les organisations supranationales pour lutter contre la menace liée au radicalisme islamique. Le but était d'évaluer l'impact de ces initiatives sur le niveau des activités motivées par le radicalisme islamique, et de définir les stratégies les plus (ou les moins) prometteuses ainsi que les mesures à prendre à court et moyen terme.

Le séminaire débouchera sur un ensemble de recommandations sur les politiques à suivre en matière de combat contre le radicalisme islamique, qui pourront contribuer à consolider un cadre régional de coopération multilatérale.

Formation aux techniques de biodépollution en Ukraine

Un cours d'été intitulé «Science et technologie de pointe pour la biodépollution de sites contaminés par des agents chimiques et radionucléaires» s'est tenu du 17 au 28 août 2005 à Jytomyr (Ukraine). Il était codirigé par M. Borys B. Samotokine, de l'Université technologique d'État de Jytomyr (Ukraine), et le professeur Nelson Marmiroli, du Département des sciences environnementales de l'Université de Parme (Italie), par ailleurs membre du Groupement interuniversitaire national des sciences de l'environnement (CINSA), qui avait contribué à formuler la proposition relative à ce cours d'été.

© Kansas State University

Les tournesols offrent d'importantes capacités de phytoremédiation.

Plus de 50 participants (dont des étudiants titulaires d'un doctorat et des représentants des pouvoirs publics) ont assisté, avec le concours d'une équipe de douze professeurs, à des activités de formation de haut niveau ainsi qu'à des conférences, et ont pu illustrer leur travail grâce à des exposés sur panneau, ce qui leur ont permis de nouer des liens avec des professeurs et d'autres participants possédant une longue expérience.

Ce cours d'été avait pour principal objectif de former les participants aux méthodes de dépollution fondées sur les principes scientifiques et technologiques de la «bioremédiation» et de la «phytoremédiation», en vue de les appliquer à des sites contaminés par des radionucléides ou des produits chimiques provenant d'explosifs, de munitions et de carburants. Les technologies d'assainissement de sites contaminés peuvent faire appel aux systèmes conventionnels qui utilisent des traitements physiques ou chimiques tels que l'incinération ou l'oxydation UV. Toutefois, ces méthodes sont habituellement coûteuses, peuvent nécessiter une extraction des sols ou de l'eau et engendrent souvent un appauvrissement des ressources, limitant ainsi l'exploitation future du site. À l'inverse, les technologies fondées sur la bioremédiation et la phytoremédiation, qui font appel à des organismes vivants (tels que des micro-organismes) et à des plantes, se caractérisent par un coût moindre et une incidence réduite sur l'environnement. L'un des exemples cités pendant le cours d'été a été celui du tournesol, qui offre d'importantes capacités de phytoremédiation, comme en atteste son utilisation dans le cadre de la dépollution du site pour missiles de Lioubaschhevka près d'Odessa (Ukraine), qui a été réalisée de janvier 2001 à août 2004.

Les participants ont fait le point sur l'état actuel des connaissances et sur les dernières évolutions ayant trait à ces technologies, en présence de représentants de sociétés commerciales, d'instituts de recherche environnementale et des pouvoirs publics, ainsi qu'avec des experts militaires. Le cours d'été de Jytomyr était également destiné à stimuler une coopération transnationale ultérieure dans le domaine des nouvelles formes de développement durable.

Ce cours d'été parrainé par l'OTAN a permis de répondre au besoin de former de nouveaux spécialistes qui puissent, grâce à la fois à leur bagage scientifique en matière de biodépollution et à leur connaissance de ses applications sur le terrain, être employés dans le cadre d'activités menées par des entreprises privées ou par les pouvoirs publics. L'acquisition de ces connaissances est essentielle pour les pays qui sont confrontés à des situations d'urgence liées à une pollution provenant d'activités antérieures telles que la production d'armes ou d'énergie nucléaire.

De gauche à droite, Dr Deniz Yuksel-Beten, chef de la Section Défis et menaces de la Division Diplomatie publique de l'OTAN, Dr Thomas Strassburger, Mr Jean Fournet, Secrétaire général adjoint de la Diplomatie publique de l'OTAN

M. Strassburger fait ses adieux à l'OTAN

➪ Un membre dévoué de la Section Défis et menaces de la Division Diplomatie publique de l'OTAN a quitté l'Organisation. Détaché à titre de contribution nationale volontaire de la République fédérale d'Allemagne, M. Thomas Strassburger a fait partie de l'équipe qui soutient les travaux du Comité sur les défis de la société moderne (CDSM) du 1er mars 2004 au 31 août 2005.

En tant que Directeur adjoint du programme du CDSM, il s'est intéressé à tout l'éventail des activités que mènent le CDSM, le CDSM du CPEA et le CDSM du COR, ce dernier ayant pris un élan particulier grâce aux relations étroites de M. Strassburger avec ses homologues russes. Parmi ses responsabilités figuraient l'organisation et la gestion des conférences et autres réunions parrainées par le CDSM tant dans les pays de l'OTAN que dans les pays partenaires, l'aide aux participants aux projets et la sensibilisation de la communauté scientifique aux possibilités offertes par le programme OTAN pour la sécurité via la science.

M. Strassburger est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en agronomie. Avant de rentrer au Ministère de la défense, il a été conseiller en agriculture en Afrique australe ainsi qu'auprès du Ministère de la nature et de l'environnement de l'État allemand du Schleswig-Holstein.

En septembre 2005, M. Strassburger a regagné le Ministère fédéral allemand de la défense pour y reprendre ses anciennes fonctions. Il y est chargé de tous les aspects de la protection de la nature et de la préservation des sols sur les terrains militaires allemands. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans la poursuite de sa carrière, et espérons avoir l'occasion de le revoir, pourquoi pas en qualité de membre d'un des groupes de travail dont il a contribué à coordonner les travaux.

Activités à venir

➪ **ARW intitulé «Sécurité nucléaire : des meilleures pratiques nationales aux normes internationale»,**
24-25 octobre 2005,
Moscou (Russie)

➪ **ARW intitulé «Dessalement solaire pour le XXIe siècle»,**
6-9 novembre 2005,
Hammamet (Tunisie)

➪ **ARW intitulé «La sécurité dans la société du savoir : développement de la résilience dans les sociétés vulnérables et menacées par le terrorisme»,**
15-20 novembre 2005,
Zagreb (Croatie)

➪ **ASI intitulé «Les produits chimiques et l'environnement : menaces à l'échelle mondiale liées aux risques d'accident et d'utilisation malveillante»,**
16-18 novembre 2005,
Borovetz (Bulgarie)

OTAN
Programme pour la sécurité via la science
Programme CDSM

Division Diplomatie publique
Boulevard Léopold III
1110 Bruxelles - Belgique

Contacts : science@hq.nato.int
science.admin@hq.nato.int
(infos distribution)

SCNEWSFR7 1/05

© NATO 2005